

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La Turquie perd son influence au Liban

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 12 AOÛT 2013

ENGLISH



Deux pilotes turcs enlevés à Beyrouth : Ankara perd son influence au pays du cèdre

Après des mois d'atermoiement dans le cadre de l'affaire des otages libanais détenus en Syrie, un accord avait été conclu pour régler ce dossier. Mais les ravisseurs, manipulés par la Turquie, n'ont pas respecté leurs engagements malgré la libération par Damas de 43 détenues syriennes. La riposte n'a pas tardé : deux pilotes turcs ont été enlevés au Liban. La Turquie a décidé de retirer son contingent de la Finul et a appelé ses ressortissants à quitter le Liban. Elle vient de perdre toute son influence au pays du cèdre.

Selon une source de sécurité, quatre individus armés circulant à bord de deux voitures ont enlevé deux pilotes turcs de la compagnie aérienne Turkish Airlines qui se trouvaient dans un bus

se rendant de l'aéroport de Beyrouth vers un hôtel en ville. Les deux hommes enlevés ont été identifiés comme étant le pilote Murat Aktumer et son co-pilote Murat Agca. Les sept autres passagers sont repartis vers Istanbul.

Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a reçu samedi l'ambassadeur de Turquie à Beyrouth, Inan Ozyildiz, au lendemain de l'enlèvement des deux pilotes. « *Nous protégerons les Turcs au Liban ainsi que tous les visiteurs et tous les Libanais* », a promis M. Charbel à l'issue de la réunion, condamnant le rapt des deux pilotes. Assurant que les services de sécurité ne ménagent aucun effort, le ministre a assuré que l'enquête se poursuivra et que les otages reviendront dès qu'ils seront localisés. « *Le Liban refuse l'enlèvement et l'État fait tout son possible pour leur libération* », a poursuivi M. Charbel.

L'ambassadeur turc, lui, n'a pas fait de déclarations. Dans des propos à la télévision turque, vendredi, il avait affirmé que « *l'affaire était suivie de près* » et qu'il travaillait avec « *les parties libanaises pour la libération des deux pilotes* ».

À la suite du rapt, Ankara a décidé de retirer, début septembre, son contingent de 250 hommes, déployé au Sud-Liban au sein de la Force des Nations unies. Seules les unités opérant dans le cadre de la force navale internationale seront maintenues.

Vendredi, la Turquie avait appelé ses ressortissants à quitter le Liban. « *Au vu de la situation actuelle, il conviendra pour nos concitoyens d'éviter, sauf impératif vital, tout voyage au Liban* », avait déclaré le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué diffusé sur son site Internet. « *Il est conseillé à nos concitoyens se trouvant encore au Liban de rentrer en Turquie s'ils le peuvent, ou s'ils doivent rester de prendre toutes les mesures pour leur sécurité personnelle et d'être vigilants* », ajoute le document.

Pour le ministre démissionnaire du Tourisme, Fady Abboud, le rapt de vendredi aura des répercussions négatives sur la situation touristique et économique du Liban. M. Abboud a néanmoins indiqué, samedi à *La Voix du Liban*, que les ressortissants turcs n'ont pas tous quitté le Liban. « *Il y a plus de 500 touristes turcs actuellement dans le pays et des mesures de sécurité ont été prises pour leur protection* », a-t-il ajouté.

Les hommes armés ont enlevé les deux pilotes de la Turkish Airlines afin qu'Ankara contraigne les rebelles syriens à relâcher neuf libanais qu'ils détiennent depuis mai 2012. Ces derniers faisaient partie d'un groupe de chiites qui avaient disparu dans la province d'Alep (nord) à leur retour d'un pèlerinage en Iran. Les femmes et deux hommes du groupe avaient été libérés.

Un groupuscule se faisant appeler "*Les Pèlerins de l'imam Rida*" avait revendiqué l'enlèvement. Dans un message diffusé par la chaîne de télévision al-Jadeed, les ravisseurs demandent aux autorités turques la libération des pèlerins chiites contre celle des pilotes. « *Nous annonçons que le capitaine et son co-pilote sont nos invités jusqu'à la libération de nos frères, qui après avoir visité les lieux saints ont été kidnappés à Aazaz. La Turquie est directement responsable de la liberté* » des otages libanais, avait affirmé le groupe.

Les familles des pèlerins ont manifesté à plusieurs reprises devant les locaux de Turkish Airlines à Beyrouth, appelant Ankara à user de son influence auprès des rebelles pour obtenir la libération de leurs proches. Les négociations pour leur libération ont jusqu'à présent échoué.

Cheikh Abbas Zogheib, chargé par le Conseil supérieur chiite de suivre l'affaire des pèlerins enlevés en Syrie, avait démenti toute implication dans l'enlèvement des pilotes de Turkish Airlines. « *Mais, a-t-il ajouté, nous encourageons un tel acte car cela fait plus d'un an que nos proches sont enlevés et les Turcs continuent de jouer sur nos nerfs* ». « *Si la capture du pilote et du copilote vise à faire pression sur la Turquie pour accélérer la libération de nos proches, alors nous la soutenons* », a-t-il poursuivi.

Le 19 juillet, Damas a accepté de libérer 43 femmes qui étaient détenues dans les prisons syriennes, dans le cadre des tractations du directeur général de la Sûreté générale libanaise, le général Abbas Ibrahim. Le noms de ces femmes figuraient sur une liste qui avait été précédemment remise par la Turquie aux autorités libanaises et le Liban attendait en échange de cette démarche la libération des neuf pèlerins enlevés à Aazaz.

Mais d'après une source gouvernementale libanaise, alors que l'accord prévoyait que tous les captifs libanais seraient libérés, pour la fête du Fitr qui marque la fin du mois du ramadan, les

ravisseurs sont revenus sur leurs engagements, ne comptant libérer que deux otages libanais contre 134 femmes relâchées par le régime de Damas.

Déclarations et prises de position

Jean Kahwaji, commandant en chef de l'Armée libanaise

« L'institution militaire ne restera pas silencieuse face aux menaces contre le Liban. L'armée a récemment réussi à neutraliser un certain nombre de cellules terroristes, mais il reste toujours des cellules dormantes que nous devons démasquer le plus tôt. L'armée sera très stricte en ce qui concerne les relations entre les officiers et les militaires d'une part et les leaders politiques de l'autre. Elle ne prête allégeance qu'à son commandement. Les contacts entrepris avec les hommes politiques devraient se faire uniquement à travers et avec l'accord du commandement. Il est interdit d'être inféodé à une autorité hors de l'armée et il est interdit qu'un homme politique tende la main à l'armée à travers un soldat ou un officier. Autant la troupe veut renforcer ses liens avec tous les pôles politiques, autant elle ne tolérera pas les atteintes dont elle pourrait être la cible. »

Bechara Raï, patriarche maronite

« L'Occident appuie, politiquement, financièrement et militairement des fondamentalismes qui minent toutes les forces de la modération et une culture de la convivialité islamo-chrétienne qui a 1400 ans. Si l'appui de ces pays occidentaux aux fondamentalismes se poursuit, les musulmans seront poussés, entraînés en masse vers l'extrémisme. C'est effrayant et nous ne cessons de le répéter aux diplomates qui nous rendent visite et aux responsables que nous rencontrons. Le Liban, la Syrie et l'Irak sont les otages d'une rivalité entre les sunnites et les chiites. Cette adversité est à l'origine de toutes nos crises. En Irak, le conflit est sunnite-chiite. En Syrie, il s'agit d'un conflit, en terre syrienne, entre des États sunnites et des États chiites. C'est ce qui a amplifié le conflit chez nous. Ce conflit résume en lui notre crise. Le 14-Mars attend pour agir de voir ce que l'Arabie saoudite pense et

le 8-Mars quelle position va prendre l'Iran. Seule l'Égypte échappe à ce schéma. En Égypte, le conflit oppose les modérés aux Frères musulmans. »

Naïm Kassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah

« Les armes sont un moyen qui peut être mis au service du bien ou du mal. L'important, c'est la manière dont elles sont utilisées et l'objectif visé. Il faut faire la distinction entre les armes aux mains de la Résistance et celles que manipulent les milices sévissant dans les ruelles. Les armes du Hezbollah sont au profit du Liban et pour son bien. Cela est désormais prouvé, alors que les armes qui sont aux mains des gangs de quartier desservent le pays et lui portent préjudice. Les chefs des gangs dans les rues sont connus, ainsi que ceux qui les entraînent, les financent et facilitent l'acheminement des armes à travers les ports ou autres moyens de transport entre le Liban et les pays voisins. Nous sommes prêts à discuter de notre approche ainsi que de celle des autres concernant la Résistance à la table de dialogue afin de déterminer comment la mettre à profit dans le cadre du triptyque armée/peuple/Résistance. On ne saurait éliminer la Résistance par une simple décision ou du fait qu'elle déplaît à certains. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Des incidents dangereux se déroulent dans le pays, provoqués par des responsables qui imposent leurs conditions propres les uns aux autres. Toute condition posée se voit immédiatement opposer une condition contraire. Les initiatives avancées pour assurer la formation du prochain gouvernement ne sont que des intoxications médiatiques. Les politiques mentent, et c'est pourquoi j'appelle le peuple à rejoindre la Campagne du Liban pour tous, ça suffit de mentir. Depuis le début du processus de formation du cabinet, sur la base d'une représentation proportionnelle au poids des blocs parlementaires, chacun semble vouloir fixer la proportion qui lui convient. Le grand dossier des réfugiés syriens au Liban est pris en charge par des têtes vides et il reste sans solution. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises *« Michel Sleiman est le seul emblème restant de la légalité. Le 14-Mars ne peut qu'appuyer la légalité et se tenir aux côtés du président de la République et du*

Premier ministre désigné Tammam Salam afin de parvenir à un gouvernement neutre, au moment où le Hezbollah met en jeu le pays et son avenir. Nous savons que MM. Sleiman et Salam estiment que le pays ne peut pas rester sans gouvernement. Nous avons le sentiment que M. Salam n'a rien modifié à ses convictions. Il n'a pas l'intention de baisser les bras. »

Événements

- L'Agence nationale d'information (Ani, officielle) rapporte que l'Armée syrienne libre (ASL) a enlevé, vendredi 9 août, deux Libanais dans les jurd de Brital, région frontalière de la Syrie dans la Békaa, et les a emmenés en territoire syrien. Une troisième personne a été blessée lors de l'opération menée sous des coups de feu intenses, mais a réussi à prendre la fuite.

- Le vice-président du Conseil supérieur chiite, Cheikh Abdel Amir Kabalan, a adressé un message aux musulmans à l'occasion de l'Aïd Al Fitr, dans lequel il a prôné la modération et l'ouverture et appelé les Libanais à rétablir les ponts. Il a également dénoncé « *l'agression israélienne dans la région de Labbouné, qui constitue une nouvelle violation de la souveraineté et de la stabilité du Liban (...) Le Liban, avec son peuple, son armée et sa Résistance, devrait rester constamment sur ses gardes en se méfiant des complots israéliens* », a-t-il dit.

- L'Armée libanaise a arrêté deux miliciens affiliés au cheikh extrémiste Ahmad el-Assir dans la localité d'Abra, à l'Est de Saïda. Les forces de sécurité avaient arrêté fin juillet le garde du corps personnel du cheikh à l'aéroport de Beyrouth.

- Des sources de sécurité citées par le quotidien *Al-Akhbar* ont indiqué que des armes appartenant à des travailleurs syriens ont été découvertes dans une villa en construction dans la région de Kesrouan.

- Le prêtre jésuite italien Paolo Dall'Oglio a « *apparemment été kidnappé par un groupe islamiste* » qui est « *une version locale d'Al Qaïda* » en Syrie, a déclaré sur une chaîne de télévision la chef de la

diplomatie italienne Emma Bonino. « *Vous pouvez tous comprendre les difficultés, mais nous ne nous avouons pas vaincus. J'ai confiance* », a-t-elle ajouté à l'antenne de l'émission *Unomattina*. Elle a expliqué que le père Dall'Oglio lui-même « *avait laissé un message disant : 'si je ne reviens pas dans 72 heures vous devez vous préoccuper'* ».

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(7 août 2013)

Une source proche du président de la République a indiqué que « *personne n'insiste autant que le chef de l'État pour une participation du Hezbollah au prochain gouvernement et c'est ce qu'il a dit personnellement au président français François Hollande* ». La même source a ajouté qu'« *il n'y a aucune animosité entre le président Sleiman et le Hezbollah comme d'aucuns tentent de le faire croire, ou entre le président et n'importe quelle parti libanais, sauf que si l'un des protagonistes possède un projet indépendant de celui de l'État libanais, dans ce cas, il sera en état d'hostilité avec l'ensemble de l'État.* » La source indique que « *toute la philosophie du discours du président Sleiman lors de la fête de l'armée repose sur la stratégie de défense et sur les moyens de tirer profit des capacités de la Résistance* ». Et la source d'ajouter : « *Le chef de l'État a fait la distinction entre résistance et terrorisme, aussi, il n'est pas vrai que ses propos étaient exclusivement dirigés contre le Hezbollah. Toute arme qui va se battre en Syrie est illégale de même que toute arme brandie à l'intérieur est illégale. Alors que les armes qui sont pointées contre l'ennemi israélien sont légales, dans le cadre d'un dispositif stratégique de défense nationale dont il est temps de s'entendre sur tous ses détails* ».

As-Safir (7 août 2013)

Les uns s'attendent à ce que le Premier ministre désigné Tammam Salam opte en faveur de la formation d'un gouvernement après la période des fêtes. Toutefois, à en croire des sources bien

informées, aucun indice ne confirme la possibilité de la naissance du nouveau gouvernement après le mois de Ramadan, à moins qu'il existe une décision visant à provoquer une conflagration sur la scène locale. Les récents propos de Walid Joumblatt concernant l'adoption de « *nouvelles options* » continuent de faire l'objet d'analyses, donnant lieu à différentes interprétations. Selon un éminent responsable du 8-Mars, aucun changement stratégique ne surviendra dans la position de Joumblatt qui prônait la formation d'un gouvernement politique faisant l'objet d'une entente entre les différents protagonistes. La source précitée considère que le chef du PSP ne provoquera pas le Hezbollah et ne portera pas atteinte à sa relation avec le président de la Chambre, Nabih Berry, en adoptant une décision sans coordination avec les deux parties, d'autant plus que Joumblatt a le souci de ne pas couper les ponts avec le tandem chiite dans cette période critique. Le même responsable ajoute que Joumblatt n'a envoyé aucun signal à l'intention de Berry faisant allusion à un revirement, considérant que par « *nouvelles options* », il voulait entendre la reprise du dialogue avec Riyad, car tout un chacun sait que c'est l'Arabie saoudite qui retarde la formation du gouvernement.

As-Safir (5 août 2013)

C'est une intervention divine qui a permis au Liban d'éviter le pire. Une bombe artisanale a explosé entre les mains de trois individus qui étaient en train de la fabriquer au domicile de l'imam de la mosquée de Daraya, dans l'Iqlim el-Kharroub, cheikh Ahmad Abdel Latif Dakhakhni. Cette localité se situe à proximité de la route côtière menant au Liban-Sud. Selon une source de sécurité, les pistes explorées n'excluent pas la possibilité selon laquelle la Finul, un responsable sécuritaire ou le responsable d'un parti politique étaient pris pour cible. Les données disponibles indiquent qu'Abdel Latif Dakhakhni, qui a péri dans l'explosion, était un proche d'Ahmad al-Assir. La même source rapporte que les forces de l'ordre ont saisi des cartes où étaient marquées les cibles potentielles, ainsi que des drapeaux de la Jabhat Al-Nosra et une quantité d'explosifs. Cheikh Ahmad, ajoute-t-elle, recrutait des combattants qu'il acheminait en Irak. Le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel, a évoqué le démantèlement d'une cellule

terroriste qui projetait de mener plusieurs attentats dans diverses régions du pays. 18 charges explosives et des cartes relatives à la zone côtière s'étendant jusqu'à Beyrouth et Hadath, sur lesquelles étaient marquées des cibles situées à Wadi El Ziné, Saadiyyat et Hadath ont été saisies.

As-Safir (5 août 2013)

Nabil Haitham

Est-ce une pure coïncidence que Michel Sleiman et Saad Hariri soient sur la même longueur d'onde et prennent pour cible le Hezbollah ? Où est la sagesse pour le président de la République de briser le moment de stabilité politique et de provoquer l'étincelle de la tension avec plus de la moitié des Libanais ? Où est la sagesse dans l'insistance de Saad Hariri de faire du Hezbollah un ennemi et où cela va-t-il mener ?

Une partie des Libanais a applaudi aux deux hommes, car elle estime que le Hezbollah a violé des « *interdits* » libanais, syriens et internationaux. Mais une autre partie importante inscrit les propos de Sleiman et Hariri dans le cadre d'un « *chorale offensive* », ou plutôt d'un dispositif d'attaque ayant des dimensions internes, régionales et internationales, manipulé par une main invisible, comme prélude à une rude bataille politique dans les prochaines jours.

Il est difficile de séparer les attaques de Sleiman et de Hariri de la campagne contre le Hezbollah, qui est allée crescendo depuis la bataille de Qoussair : les mesures du Conseil de coopération du Golfe, les sanctions contre des Libanais dans le Golfe, les vexations contre des Libanais en Afrique, les véto brandis par Bandar Ben Sultan et Saoud al-Façal contre une participation du Hezbollah au gouvernement dans une tentative de l'isoler, l'affaire de Bourgas, utilisée comme prétexte pour inscrire le parti sur la liste terroriste de l'Union européenne, et, enfin, l'annonce du début du procès des assassins de Rafic Hariri, fixé à janvier prochain.

Il n'est un secret pour personne que le premier objectif de cette campagne est de pousser le Hezbollah à se retirer de Syrie et de juguler son élan, qui a permis de mélanger les cartes de la guerre contre le régime de Bachar al-Assad. On se souvient tous de la position de Michel Sleiman après la chute de Qoussair, lorsqu'il a

mis en garde le Hezbollah contre les marécages de la *fitna*. Puis sa plainte contre la Syrie au Conseil de sécurité, pour arriver enfin à sa dernière prise de position lors de la fête de l'armée, qui a coïncidé avec la chute de Khaldiyé, à Homs. Quel mécontentement Sleiman veut-il exprimer ?

Beaucoup de Libanais pourraient avoir l'impression que l'on cherche à les provoquer. Ils pourraient croire qu'une partie régionale, du Golfe ou occidentale, a murmuré quelque chose dans l'oreille du président, le poussant à faire des paris sur des changements, sur une défaite proche du régime syrien, et avec lui celle de ses alliés libanais. Un tel scénario, pense-t-il, pourrait paver la voie à la prorogation du mandat présidentiel.

Dans son attaque contre la Résistance, Michel Sleiman pourrait donner l'impression de vouloir la provoquer et l'entraîner dans une polémique frontale, ce qui permettrait au président d'en tirer des profits populaires et politiques, notamment sur la scène chrétienne. Si telle est son intention, il ne réussira pas, car le Hezbollah ne polémiquera pas.

D'aucuns diront que tout ce tapage et ces plafonds élevés dans l'attaque contre le Hezbollah s'inscrivent dans le cadre d'un processus prédéterminé visant à améliorer les conditions des négociations lorsque la table du dialogue régional sera prête.

Reste la question concernant le gouvernement neutre auquel le président à fait allusion et pour laquelle Hariri a préparé le terrain en invitant le Hezbollah à consentir un « *sacrifice commun* » avec le Courant du futur en ne participant pas au prochain cabinet. Un tel gouvernement est rejeté par le Hezbollah et ses alliés et les craintes de voire les tensions s'accroître au sujet de ce dossier sont grandes, en prélude à la formation d'un gouvernement du fait accompli. Il faudra alors parier une nouvelle fois sur le rôle de Walid Joumblatt pour freiner une telle démarche qui aura des répercussions difficiles sur le Liban.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (8 août 2013)

Les circonstances relatives à la formation du gouvernement sont devenues plus difficiles quatre mois après la désignation de Tammam Salam. Le Hezbollah et ses alliés sont toujours en

désaccord avec le Premier ministre désigné, tout en appréciant sa transparence et son honnêteté. Ils veulent avoir des garanties dans le nouveau Cabinet. Et Salam n'a pas réussi à les convaincre que lui-même sera la garantie. Par conséquent, des sources informées prévoient que Salam jettera l'éponge à la fin du mois de septembre, donnant lieu à une nouvelle tournée de consultations qui pourrait ne pas aboutir à la désignation d'un nouveau Premier ministre.

An-Nahar (7 août 2013)

Ibrahim Bayram

Les milieux du 8-Mars analysent les déclarations de Walid Joumblatt pour savoir s'il s'agit d'un repositionnement au niveau du dossier gouvernemental. Évoquant les dernières prises de position du chef du PSP, les mêmes milieux font état d'une « *ambiguïté constructive* », considérant que ces propos prêtent à plusieurs interprétations. Les milieux du 8-Mars chargés de communiquer avec les responsables liés à Joumblatt n'ont pas eu vent, ni directement ni indirectement, d'informations selon lesquelles le leader druze envisagerait de changer de cap.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Ibrahim Al-Amine (8 août 2013)

Suite à l'incursion des soldats israéliens vers minuit dans la région de Labbouné, une grenade, attachée à quatre charges explosives, a explosé. Une autre grenade de même type a explosé à 20 secondes d'intervalle. Les forces israéliennes ont été prises dans une embuscade qui avait été soigneusement préparée. La question qui intrigue l'ennemi consiste à savoir comment le Hezbollah a eu connaissance de cette incursion. La conclusion évidente à laquelle l'ennemi est parvenu est que la Résistance est en état d'alerte et est prête à faire face à toute violation. Cette embuscade signifie que le Hezbollah dispose d'un réseau de renseignement lui ayant permis de savoir précisément l'heure à laquelle la patrouille devait pénétrer en territoire libanais ainsi que le chemin qu'elle a emprunté, ce qui dénote, en somme, l'échec sécuritaire intolérable de l'ennemi. Cet affrontement a non seulement montré que le Hezbollah est en état d'alerte aux plans militaire et sécuritaire. Il a également reflété la détermination du parti à faire barrage à toute

violation ainsi que sa disposition à s'engager dans une confrontation généralisée, dans l'hypothèse où les choses évolueraient. Le mutisme observé par les médias et les militaires israéliens concernant cet incident est à mettre sur le compte de l'embarras dans lequel se trouve Israël.

Al-Akhbar (8 août 2013)

Hiyam Kousseify

Le 14-Mars est déterminé à mettre en place un gouvernement neutre dans l'objectif d'accentuer la pression sur le Hezbollah et de l'écarter définitivement du pouvoir politique, profitant de la conjoncture régionale et internationale. Pour ces mêmes considérations, le Hezbollah insiste à former un gouvernement politique dont il fera partie. La situation dans laquelle se trouve le parti a changé en l'espace de six mois. D'abord, il a perdu d'un seul coup ses trois alliés chrétiens —le président de la République, le patriarche maronite, et le chef du Courant patriotique libre, Michel Aoun—. Ensuite, il a un problème avec la communauté et la rue sunnites. Enfin, l'étau se resserre autour de lui aux plans européen, arabe et international, après avoir été accusé de terrorisme.

Par conséquent, le Hezbollah a besoin d'une protection au plan interne ainsi que d'une présence vitale et politique au sein du pouvoir et au sein du gouvernement. La crise régionale et internationale perçue par les forces du 14-Mars comme une occasion en or à saisir pour mettre le parti au ban, constitue elle-même le facteur qui porte le Hezbollah à vouloir imposer une nouvelle donne politique pour faire face à la décision européenne d'inscrire son aile militaire sur la liste des organisations terroristes et les décisions du Conseil de coopération du Golfe.

Al-Akhbar (7 août 2013)

Nader Heter, Jordanie

L'Arabie saoudite a déclaré la guerre confessionnelle en Syrie contre la communauté alaouite pour frapper le noyau dur du régime syrien et saper le moral d'une bonne partie des officiers et des soldats de l'armée régulière. Le projet criminel de Bandar Ben Sultan bénéficie de l'appui plein et entier de Washington. La politique états-unienne est dénuée de toute dimension morale. Le

patron du renseignement saoudien fait la guerre aux alaouites pour tenter d'affaiblir le régime et l'entraîner vers un compromis assujéti aux conditions israélo-américaines.

Ad-Diyar (Quotidien libanais proche du 8-Mars, 5 août 2013)

Des sources de sécurité bien informées affirment que la principale cible des extrémistes dans la période actuelle est le président du Parlement, Nabih Berry, car ils pensent que son assassinat pourrait pousser la communauté chiite dans l'extrémisme. Le chef du Législatif avait reçu des mises en garde provenant de services de renseignement européens, qui auraient obtenu des informations sur un plan fomenté par le Qatar et exécuté par des groupes extrémistes du Front al-Nosra, pour assassiner M. Berry. C'est par pur hasard que ce plan a été découvert, après la saisie de cartes et de documents dans la voiture d'un officier qatari qui suivait un stage de formation en France. Des sources proches de l'enquête sur l'explosion de Daraya précisent que les victimes de l'explosion « *font partie d'une cellule terroriste dormante* », et affirment qu'il « *existerait au Liban plusieurs cellules de ce genre* ». Les mêmes sources ajoutent qu'une deuxième charge explosive a été retrouvée au domicile de Dakhkhna. Il s'agit d'un tuyau de cinq centimètres de diamètre, fermé des deux côtés, et bourré de matières explosives.

Al-Jouhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(7 août 2013)

Le président du Parlement, Nabih Berry, a maintenu ses moteurs éteints après avoir proposé de tout ce qu'il a comme idées pour faciliter la formation du nouveau gouvernement. Hier, il a passé en revue avec le Premier ministre démissionnaire les derniers développements dans le pays, alors que les milieux politiques s'employaient à décrypter les dernières prises de positions du chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, qui a fait état de « *l'étude de nouvelles options gouvernementales* ». Si certains ont expliqué ces propos comme un soutien à la formation d'un cabinet neutre, une éminente source politique a écarté la possibilité de la naissance d'un tel gouvernement après la fête du fitr et l'a qualifié « *de nouveau-né malformé, qui constitue un problème permanent pour sa famille* ».

La même source a ajouté que les déclarations de M. Joumlatt ne sont basées sur aucune donnée spécifique mais reflètent son état d'esprit et celui de l'ensemble de la classe politique. Après ces propos, il n'y a eu aucun contact entre M. Joumlatt et les différents protagonistes politiques, notamment avec M. Berry.

Et la source politique de poursuivre : « *Il n'y a rien de nouveau au sujet du gouvernement et le climat ambiant laisse penser que la naissance n'est pas proche. De toute façon, il n'y a aucune relation entre la formation du gouvernement et l'élection présidentielle, qui est du ressort du Parlement. Et si d'ici là la nouvelle équipe ministérielle ne voit pas le jour, le gouvernement d'expédition des affaires courantes dirigera le pays jusqu'à l'élection d'un nouveau président.* »

La source a exprimé sa crainte de voir toutes les échéances locales tributaires des développements de la situation régionale, surtout que l'on évoque des sommets régionaux et internationaux, notamment entre le président états-unien Barak Obama et son homologue russe Vladimir Poutine. Mais la source précitée n'a pas exclu un réchauffement des contacts politiques locaux après la fête du fitr, sans pour autant qu'ils ne soient couronnés par la formation d'un nouveau gouvernement.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Walid Choucair (9 août 2013)

Des sources bien informées indiquent qu'en proposant de former un gouvernement neutre au cas où il s'avérerait impossible de mettre en place un gouvernement rassembleur, le président Michel Sleiman tente d'éviter un vide à la présidence de la République si jamais les divergences devaient empêcher l'élection d'un nouveau chef de l'État en mai 2014. D'autant que le fossé ne cesse de se creuser entre le 8-Mars et le 14-Mars, empêchant la formation d'un nouveau gouvernement. Les craintes de Sleiman quant à un vide présidentiel se seraient accrues après les prises de position affichées par certains chefs de file du 8-Mars : il en ressort en effet que le gouvernement d'expédition des affaires courantes, conduit par Najib Mikati, pourrait rester en place et prendre en charge les fonctions de la présidence à la fin du mandat du chef de l'État. Le président Sleiman redouterait un tel scénario, qui ne ferait

qu'accentuer les divergences actuelles, une partie des Libanais considérant que ce gouvernement ne représente pas toutes les formations libanaises.

Selon les mêmes sources, Michel Sleiman invoque la fonction d'arbitre et de garant de la Constitution qui est celle du président de la République, et estime qu'il est de ce fait tenu de passer le relais à un gouvernement qu'aucun camp libanais n'accuse de parti pris pour le camp adverse. Il a donc à cœur la mise en place d'un gouvernement rassembleur et représentatif dans la mesure où le pouvoir exécutif devrait représenter l'ensemble du pays en l'absence d'un président. À défaut, un gouvernement neutre viendra se substituer au Cabinet actuel pour qu'aucune partie n'ait le sentiment d'avoir été ostracisée.

Autrement dit, pour faire obstruction à un éventuel vide présidentiel, l'option d'un gouvernement neutre sera privilégiée. Ce qui semble suggérer que la crise actuelle sera appelée à s'inscrire dans la durée. Des sources liées aux différents protagonistes indiquent d'ailleurs que les discussions au sujet d'un gouvernement neutre ne se feront pas sans accroc, le Hezbollah et ses alliés tenant à être directement représentés au sein de la future équipe ministérielle.

Al-Hayat (7 août 2013)

Randa Takieddine, Paris

Le nouveau président iranien Hassan Rohani s'est présenté comme un réformateur qui souhaite sortir l'Iran de son impasse économique due aux sanctions qui lui sont imposées en raison de son programme de développement de l'arme nucléaire. Toutefois, il n'a pas donné l'impression d'avoir la volonté de stopper ce programme. Bien au contraire, il confirme le droit de l'Iran à cet égard. S'agissant de l'appui à la Syrie et au régime de Bachar al-Assad, Rouhani a souligné son attachement à cette politique. L'économie de l'Iran est au bord du gouffre. Malgré ce fait, le régime iranien continue d'octroyer un appui financier et militaire à Bachar al-Assad et au Hezbollah et cet état des choses ne changera pas maintenant que Rohani est entré en fonction. Le président aura pour priorité de convaincre l'Occident, les États-Unis en particulier, que l'Iran a changé depuis son accession au pouvoir, pour tenter de

se débarrasser des sanctions qui l'accablent. Mais une question se pose : Comment serait-ce possible alors qu'il poursuit son programme nucléaire et son appui à Assad et au Hezbollah ? Rohani aura beaucoup de mal à améliorer la conjoncture économique dans son pays s'il ne change pas de politique. Par exemple, l'Iran aurait pu donner un signal positif dans le dossier libanais et pousser le Hezbollah à accepter la formation d'un gouvernement neutre sans y opposer des conditions rédhibitoires car le Liban est en danger. Il semblerait toutefois, après la visite du président Sleiman en Iran, qu'aucun pas n'ait été entrepris dans ce sens. De même, la participation du Hezbollah aux combats en Syrie s'est intensifiée. Comment est-il donc possible que Rohani entame une page nouvelle s'il n'engage pas des démarches extérieures laissant présager un changement en profondeur ?

Al-Hayat (5 août 2013)

Mohammad Choucair

Des sources bien informées affirment que le Premier ministre désigné Tammam Salam a souligné, en présence de l'ambassadeur d'Iran à Beyrouth, Ghadanfar Roknabadi, qu'il n'avait nullement l'intention de défier le Hezbollah ou une autre partie libanaise mais qu'on avait besoin d'un gouvernement neutre ou d'intérêt national chargé de redresser la conjoncture socio-économique, les sujets de discorde étant laissés au dialogue national.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (8 août 2013)

Une source diplomatique des pays du Brics estime que les deux prochains mois devraient être violents en Syrie et incertains au Liban, la scène libanaise étant directement tributaire de ce qui se passe à Damas et dans ses environs. La source diplomatique se base, dans son affirmation, sur la récente visite du chef du renseignement saoudien et homme fort d'Arabie saoudite, l'émir Bandar ben Sultan, à Moscou. Selon cette source, cette visite a revêtu une grande importance, même si elle a quasiment abouti à un échec. Selon des rapports diplomatiques cités par cette source, l'émir saoudien a tenté, au cours de ses entretiens avec les responsables russes, dont le président Vladimir Poutine, de

convaincre ses interlocuteurs de renoncer à appuyer le régime syrien. Il leur aurait ainsi expliqué que l'Arabie saoudite est en train de reprendre l'initiative dans la région du Proche-Orient, notamment avec le changement en douceur à la tête du Qatar et la quasi-neutralisation de la diplomatie de l'émirat dans la région, qui dérangeait de plus en plus Riyad, et surtout avec le renversement du pouvoir en Égypte et la mise à l'écart du président issu de la confrérie des Frères musulmans. De même, le frère de l'émir Bandar est en poste en Jordanie et fait pression sur le roi Abdallah II pour le contraindre à sortir de sa neutralité vis-à-vis de la Syrie, tout comme l'émir Bandar se considère assez influent en Turquie, qui laisse passer les nouvelles armes envoyées aux rebelles syriens. Il a donc proposé aux responsables russes de renoncer à appuyer Assad pour pouvoir trouver ensuite une solution qui arrangerait toutes les parties concernées et tiendrait compte des intérêts de la Russie.

Selon la source du Brics, les dirigeants russes n'auraient pas été convaincus par cette théorie, tout comme les Européens n'ont pas été convaincus par l'émir Bandar d'armer les rebelles syriens (avant Moscou, il s'était rendu à Berlin et dans d'autres capitales européennes), bien qu'il ait assuré que les armes n'iraient pas aux extrémistes d'al-Qaïda.

La source diplomatique du Brics estime ainsi que face à l'échec de sa tentative de rallier la Russie et l'Europe à son projet, le puissant émir Bandar aurait décidé de lancer une offensive déterminante en Syrie contre les forces du régime et il aurait annoncé que des résultats significatifs seraient visibles sur le terrain au cours des prochains mois. Il aurait donc décidé de créer un nouvel équilibre des forces sur le terrain en Syrie, en faveur de l'opposition, pour contraindre la Russie et ses alliés à sacrifier Assad dans le cadre de nouvelles négociations internationales. En même temps, l'émir Bandar souhaite mettre en difficulté l'Irak et le Hezbollah qui sont en train d'aider le régime d'Assad. D'où ses instructions aux parties libanaises avec lesquelles il est en contact pour les pousser à refuser tout gouvernement dans lequel participerait le Hezbollah, qui accorderait le tiers de blocage au 8-Mars et à ses alliés, et qui adopterait dans sa déclaration ministérielle la fameuse formule « *armée-peuple-résistance* ». Même si cela devait retarder la

formation d'un nouveau gouvernement, favoriser la multiplication des incidents sécuritaires ou encore pousser vers la formation d'un gouvernement de fait accompli.

L'émir Bandar profite aussi du fait que les États-Unis se tiennent un peu en retrait dans le dossier syrien, peu soucieux d'une guerre qui pourrait se prolonger, puisque, au final, ils seront là pour les ultimes négociations. N'étant pas en mesure de régler en leur faveur le dossier syrien, les États-Unis laissent donc faire leurs alliés, tout en considérant que cette guerre syrienne est aussi en train d'épuiser leurs rivaux, notamment la Russie et l'Iran.

Pour toutes ces raisons et dans ce contexte complexe, la source diplomatique du Brics précise qu'il faut s'attendre à des mois chauds en Syrie, avec des retombées limitées au Liban, car c'est sur le terrain syrien que se jouent les futures négociations internationales. En même temps, il faut tenir compte du changement en Iran et de la volonté affichée du nouveau président Hassan Rohani de se rendre à La Mecque pour le pèlerinage d'al-Adha, dans un signe d'ouverture évident à l'égard des dirigeants du royaume wahhabite, alors que la situation en Égypte, en dépit de l'appui déclaré de Riyad au nouveau président et de l'aide matérielle qu'elle lui a fournie, reste confuse.

Al-Sharq Al-Awsat (Agence de presse égyptienne, 7 août 2013)

Le chef du Front de lutte nationale, le député Walid Joumblatt, s'est déclaré favorable à « *un gouvernement neutre composé de technocrates, comme issue à la crise actuelle* ». « *Si le vide est maintenu et si la formation du gouvernement reste entravée* », le leader du Parti socialiste progressiste (PSP) étudiera toutes les solutions susceptibles de se présenter, « *y compris la formation d'un gouvernement de fait accompli, qui soit neutre* ».

M. Joumblatt a conseillé au secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah de « *se retirer de Syrie, parce que le compte à rebours de la fin du régime syrien a commencé, vu l'impossibilité pour le régime de réprimer le peuple syrien* ». « *Des changements sont survenus hier sur le terrain : l'opposition a pris le contrôle d'un aéroport stratégique à Alep et mis la main sur des réserves de munitions dans une zone stratégique relevant de l'armée syrienne régulière* », a-t-il indiqué. Le chef du PSP a affirmé qu'il pourrait

lui-même « *tendre vers l'option du gouvernement de fait accompli, sans vouloir toutefois s'aventurer ni changer ses positions actuelles* ». « *J'ai été l'un des premiers à évoquer la nécessité d'un gouvernement d'union nationale, a-t-il déclaré. C'est ce que Tammam Salam a désigné par la formule de gouvernement d'intérêt national, assurant qu'il garantirait sa démission s'il venait à déceler l'existence d'un danger existentiel menaçant le Hezbollah. Que voulez-vous de plus ?* » s'est demandé Walid Joublatt, mettant l'accent sur son entière « *confiance dans le patriotisme de Tammam Salam* ».

S'agissant de la formation d'un cabinet de fait accompli après la fête du Fitr, comme issue à la stagnation actuelle, M. Joublatt a précisé qu'il a « *uniquement voulu tirer la sonnette d'alarme en mettant le doigt sur les blessures socio-économiques, sans préciser si le gouvernement se formera après la fête* ».

En réponse à une question sur le risque d'une réédition des incidents du 7 mai 2008, au cas où un gouvernement de fait accompli serait formé, M. Joublatt a souligné que « *ce qui s'est passé le 7 mai a nui largement au Hezbollah et il n'est pas de son intérêt* » de réitérer cette expérience. « *Retournons à la raison afin de sortir du cycle actuel, en accordant la priorité aux doléances citoyennes* », a déclaré le leader du PSP.

The Wall Street Journal (Quotidien états-unien, 7 août 2013)

L'éventuelle chute du régime du président syrien Bachar el-Assad représente une menace sérieuse pour la sécurité des États-Unis, a déclaré Michael Morell, directeur adjoint de la CIA. Il dit que le risque consiste en ce que le gouvernement syrien actuel, qui possède des arsenaux chimiques et d'autres armements avancés, tombera et le pays deviendra un foyer de terrorisme. « *Si ce scénario se réalise, la nébuleuse terroriste Al-Qaïda s'imposera dans la région, ce qui créera des inquiétudes supplémentaires aux États-Unis. Si nous n'exerçons pas des pressions sur les terroristes, ils reprendront des forces* », a-t-il dit.

Vedomosti (Quotidien russe, 9 août 2013)

La Russie a fabriqué une partie des missiles sol-air S-300 destinés à la Syrie mais la livraison prévue au printemps 2013 a été reportée à 2014 malgré un acompte versé par Damas. Selon des rapports de

sociétés productrices d'armes russes, une partie de la commande syrienne a été fabriquée mais retenue en Russie bien que la Syrie ait versé une avance de plusieurs centaines de millions de dollars.

Le contrat de livraison à la Syrie de quatre complexes S-300 pour un milliard de dollars a été conclu en 2011.

Le 4 juin dernier, le président russe Vladimir Poutine avait affirmé que Moscou n'avait pas « *pour l'instant* » livré de S-300 à la Syrie pour ne pas « *rompre l'équilibre des forces* ».

Le vice-Premier ministre syrien Qadri Jamil a déclaré fin juillet lors de sa visite en Russie que les accords de livraison de missiles S-300 étaient toujours « *en vigueur* ».

La livraison de ces armes capables d'intercepter en vol avions ou missiles guidés, un équivalent russe des *Patriot* américains, inquiète en particulier Israël, qui redoute qu'elles puissent tomber entre les mains du mouvement chiite libanais Hezbollah, allié de Damas.

L'installation d'un tel système de défense sol-air compliquerait tout projet des États-Unis ou de leurs alliés de procéder à des frappes aériennes, d'établir une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie ou d'intervenir pour sécuriser ou démanteler des armes chimiques.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « La Turquie perd son influence au Liban », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 12 août 2013, www.voltairenet.org/article179803.html